

Bulletin du FMI

RÉUNION DU CMFI

Le FMI va se concentrer davantage sur la stabilité systémique mondiale

Bulletin du FMI en ligne
Le 9 octobre 2010



M. Youssef Boutros-Ghali (à g.), Président du CMFI, et M. Dominique Strauss-Kahn à l'issue de la réunion du CMFI : «il y a une convergence de toutes les parties concernées» (photo FMI.)

- M. Strauss-Kahn annonce que les réformes du FMI sont sur le point d'aboutir
- Encore des divergences de vue, mais «je crois que nous sommes sur la bonne voie»
- Le CMFI souhaite que des mesures soient prises pour améliorer la surveillance et la collaboration en matière de politique économique

Le FMI va se concentrer davantage sur la stabilité systémique mondiale et il est plus près d'un accord sur un ensemble de réformes qui rendra l'institution forte de 187 membres plus représentative et mieux à même de s'attaquer aux problèmes d'une économie mondialisée et interdépendante, a déclaré Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, à l'issue de la réunion de l'instance directrice de l'institution.

A l'issue de la réunion de l'instance directrice du FMI, le Directeur général s'est dit optimiste quand à l'aboutissement d'une série de réformes qui feront du FMI une institution davantage à l'image de la nouvelle économie mondiale en renforçant la représentation en son sein des pays émergents dynamiques, qui sont aujourd'hui les premiers à se remettre de la récession mondiale.

«Nous avons examiné à fond tous les aspects de la réforme du FMI — les quotes-parts, gouvernance avec toutes ses composantes, la composition et la taille du Conseil d'administration», a déclaré Youssef Boutros-Ghali, le ministre des finances de l'Égypte, qui préside le Comité monétaire et financier international (CMFI) du FMI.

«Nous avons accompli des progrès très sensibles. Il y a convergence de toutes les parties concernées vers un paquet de réformes qui, je crois, portera l'institution à un autre niveau, la rendra plus adaptable et mieux à même de traiter des problèmes qui sont devenus multilatéraux dans la plupart de leurs dimensions», a expliqué M. Boutros-Ghali.

Cette réunion avait lieu dans le cadre de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, qui se tenait à Washington et a réuni environ 10.000 participants (gouverneurs de banques centrales, ministres des finances et du développement, cadres du secteur privé, dirigeants syndicaux, représentants de la société civile et universitaires) pour débattre des questions intéressant le monde entier, à savoir les perspectives de l'économie mondiale, l'éradication de la pauvreté, le développement économique et l'efficacité de l'aide.

Une reprise mondiale inégale

Dans son communiqué, le CMFI note que la reprise économique se poursuit dans le monde, mais qu'elle reste fragile et répartie de façon inégale entre les pays membres.

«Face à cette source de tensions potentielles, nous affirmons avec force notre engagement de continuer à travailler de façon collective pour assurer une croissance vigoureuse, durable et équilibrée, et de nous abstenir de prendre des mesures qui entraveraient la réalisation de ce but commun», peut-on lire dans le communiqué.

Les ministres déclarent qu'ils se sont fixé pour priorités de remédier aux fragilités qui subsistent dans le secteur financier; d'œuvrer à une croissance vigoureuse de la demande du secteur privé et à la création d'emplois; d'assurer la solidité des finances publiques et la viabilité de la dette; d'œuvrer à une structure mieux équilibrée de la croissance mondiale, en tenant compte des responsabilités des pays déficitaires et des pays excédentaires, et de s'attaquer aux difficultés posées par l'ampleur et la volatilité des mouvements de capitaux, qui peuvent avoir des effets perturbateurs.

Le rejet du protectionnisme sous toutes ses formes doit rester un élément fondamental de la riposte coordonnée à la crise; il est urgent de redoubler d'efforts pour faire aboutir le cycle de négociations de Doha, ont-ils rappelé.

Des mesures s'imposent d'urgence pour renforcer le rôle et l'efficacité de l'institution en tant qu'organe mondial au service de la surveillance macro-financière et de la collaboration en matière de politique économique.

La réforme du FMI

M. Strauss-Kahn, qui pendant toute la réunion a insisté sur la nécessité de donner un nouvel élan à la coopération pour affronter les problèmes mondiaux, a déclaré à la presse qu'il avait bon espoir que les membres du FMI adopteraient dans quelques jours ou dans quelques semaines la réforme nécessaire de l'institution. «Nous n'y sommes pas encore, mais nous n'en sommes pas loin», a-t-il ajouté.

«Il y a encore des divergences de vue, mais j'ai l'habitude. Je crois que nous sommes sur la bonne voie.»

Il s'agit de redistribuer avant janvier 2011 au moins 5 % des [quotes-parts](#) des pays surreprésentés en faveur des pays sous-représentés, c'est-à-dire les pays émergents dynamiques et les pays en développement. Il y a en outre un engagement de protéger le pouvoir de vote relatif des pays membres les plus pauvres.

Mais M. Strauss-Kahn a souligné que les pays qui allaient bénéficier d'un relèvement relatif de leur quote-part devraient jouer un rôle d'autant plus grand dans la stabilisation du système économique mondial. «Ils ne peuvent pas à la fois être au centre et se contenter d'être spectateurs. Plus vous êtes proche du centre du système, plus vous devez participer à sa stabilisation. C'est logique.»

Selon M. Boutros-Ghali, avec les réformes des quotes-parts et de la représentation, conjuguées à l'amélioration des modalités de la surveillance de l'économie mondiale, le FMI sera mieux équipé pour affronter l'avenir.

Aux yeux de M. Strauss-Kahn, la stabilité systémique est une question primordiale et le FMI est l'institution la mieux à même d'y veiller. Le FMI va donc établir de nouveaux rapports, dits «rapports sur les retombées», qui évalueront les conséquences pour les autres régions du monde des mesures économiques prises dans les principaux pays.

En signe de l'importance qu'il attache à ces questions, le Directeur général a annoncé qu'il serait lui-même présent lors des réunions finales qui concluent les missions annuelles de surveillance au titre de l'article IV dans chaque pays ou région d'importance systémique —les États-Unis, le Royaume-Uni, la zone euro, la Chine et le Japon. C'est un début et d'autres instruments sont à l'étude ou en train d'être peaufinés.

Le CMFI juge qu'une surveillance plus ferme et impartiale visant à détecter les facteurs de vulnérabilité dans les grands pays avancés doit faire partie des priorités. La surveillance devrait aussi être recentrée sur les questions de stabilité financière et leurs liens macroéconomiques, et être plus attentive aux retombées.